

**COUR D'APPEL DE MONTPELLIER
TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE MONTPELLIER**

LE JUGE DES LIBERTÉS ET DE LA DÉTENTION
CERTIFIÉE CONFORME
Le Greffier



Cabinet de Alice GUILLOUX

**Dossier n° N° RG 19/01313 -
N° Portalis DBYB-W-B7D-MJ52
Minute n° : 19/00380**

**ORDONNANCE STATUANT SUR UNE TROISIÈME DEMANDE
DE PROLONGATION D'UNE MESURE DE RETENTION
ADMINISTRATIVE**

Article L.552-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile

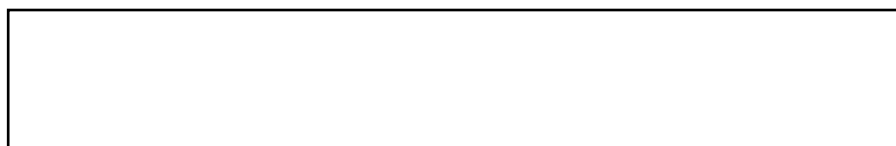
Le 10 Octobre 2019 à 09h50

Nous, [] juge des libertés et de la détention au tribunal de grande instance de Montpellier, étant en audience publique, assisté de Jessica GIROIX, greffier ;

Vu les articles L.552-1 à L.552-6, et R.552-1 à R.552-10 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile ;

Vu l'arrêté portant obligation de quitter le territoire français émis par le préfet de Hérault le 10 août 2019 à l'encontre de []

Vu la décision de placement en rétention administrative au centre de rétention de Sète prise par **M. LE PREFET DE L'HERAULT** le 10 Août 2019 à l'encontre de :



notifiée à l'intéressé le 10 Août 2019 à 18h05 ;

Vu l'ordonnance rendue le 13 août 2019 par le juge des libertés et de la détention du tribunal de grande instance de Montpellier prolongeant la rétention administrative de l'intéressé pour une première durée de vingt-huit jours ;

Vu l'ordonnance rendue le 10 septembre 2019 par le juge des libertés et de la détention du Tribunal de Grande Instance de Montpellier, prolongeant la rétention administrative de l'intéressé par une deuxième durée de **rente jours**.

Vu la requête de l'autorité administrative en date du 09 Octobre 2019 reçue et enregistrée au greffe du juge des libertés et de la détention le 09 Octobre 2019 à 14h01 tendant à la prolongation de la rétention de [] dans les locaux ne relevant pas de l'administration pénitentiaire pour une durée supplémentaire de **quinze jours** ;

Vu l'extrait individualisé du registre prévu à l'article L.553-1 du CESEDA émarginé par l'intéressé ;

Monsieur le préfet, Monsieur le procureur de la République près le tribunal de notre siège et le retenu ont été avisés, dès réception de la requête, de la date et de l'heure de la présente audience par le greffier ;

En l'absence de Monsieur le procureur de la République ;

En l'absence de **M. LE PREFET DE L'HERAULT**, et de son représentant dûment habilité ;

En présence de Mme Badia KHAYATTI, interprète en langue arabe, ayant prêté serment d'apporter son concours à la justice en son honneur et en sa conscience,

[] présent à l'audience et informé de son droit à l'assistance d'un avocat de son choix ou commis d'office, déclare : je souhaite être assisté d'un avocat commis d'office.

Me Adeline BALESTIE, avocat, est informé par nos soins sans délai et nous fait connaître qu'il assistera l'intéressé. L'avocat a pu consulter la procédure et s'est entretenu librement avec son client.

L'intéressé est informé qu'il peut lui-même consulter la procédure, et éventuellement être assisté par un interprète s'il ne connaît pas suffisamment la langue française.

DÉROULEMENT DES DÉBATS

A l'audience publique, le juge des libertés et de la détention a procédé au rappel de l'identité des parties ;

[] **déclare par le truchement de l'interprète** : je me sens très mal au centre, je suis très malade, j'ai des traitements. Je souhaite partir de France et partir en Italie. Je veux repartir en Italie car il y a un spécialiste qui me suit. J'ai un problème au cerveau avec un traitement.

L'avocat du retenu soulève *in limine litis* la nullité de la procédure dans des conclusions écrites qui sont annexées à la présente ordonnance, et qu'il développe oralement à l'audience ;
j'ai conclu par écrit sur l'absence de bref délai une demande d'un article 37.

[] **déclare par le truchement de l'interprète** : je vous en supplie donnez moi une chance de repartir. Je suis très malade.

MOTIFS DE LA DÉCISION

Sur le fond :

Attendu que selon l'article L552-7 modifié par LOI n° 2018-778 du 10 septembre 2018-art 29 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile :

“Quand un délai de vingt-huit jours s'est écoulé depuis l'expiration du délai de quarante-huit heures mentionné au I de l'article L. 551-1 et en cas d'urgence absolue ou de menace d'une particulière gravité pour l'ordre public, ou lorsque l'impossibilité d'exécuter la mesure d'éloignement résulte de la perte ou de la destruction des documents de voyage de l'intéressé, de la dissimulation par celui-ci de son identité ou de l'obstruction volontaire faite à son éloignement, le juge des libertés et de la détention est à nouveau saisi.

1. Le juge peut également être saisi lorsque la mesure d'éloignement n'a pu être exécutée en raison du défaut de délivrance des documents de voyage par le consulat dont relève l'intéressé ou de l'absence de moyens de transport. Il peut également être saisi aux mêmes fins lorsque la délivrance des documents

de voyage est intervenue trop tardivement pour procéder à l'exécution de la mesure d'éloignement.

Le juge statue par ordonnance dans les conditions prévues aux articles L. 552-1 et L. 552-2. S'il ordonne la prolongation de la rétention, celle-ci court à compter de l'expiration du délai de vingt-huit jours mentionné au premier alinéa du présent article et pour une nouvelle période d'une durée maximale de trente jours.

Par dérogation aux dispositions de l'alinéa précédent, si l'étranger a été condamné à une peine d'interdiction du territoire pour des actes de terrorisme prévus par le titre II du livre IV du code pénal ou si une mesure d'expulsion a été prononcée à son encontre pour un comportement lié à des activités à caractère terroriste pénalement constatées, le juge des libertés et de la détention près le tribunal de grande instance de Paris peut, dès lors qu'il existe une perspective raisonnable d'exécution de la mesure d'éloignement et qu'aucune décision d'assignation à résidence ne permettrait un contrôle suffisant de cet étranger, ordonner la prolongation de la rétention pour une durée d'un mois qui peut être renouvelée. La durée maximale de la rétention ne doit pas excéder six mois.

Avant l'expiration de la durée maximale de rétention prévue aux troisième ou quatrième alinéas, le juge compétent peut, à titre exceptionnel, être à nouveau saisi lorsque, dans les quinze derniers jours, l'étranger a fait obstruction à l'exécution d'office de la mesure d'éloignement ou présenté, dans le seul but de faire échec à la mesure d'éloignement, une demande de protection contre l'éloignement au titre du 10° de l'article L. 511-4 ou du 5° de l'article L. 521-3 ou une demande d'asile dans les conditions prévues aux articles L. 551-3 et L. 556-1 ou lorsque la mesure d'éloignement n'a pu être exécutée en raison du défaut de délivrance des documents de voyage par le consulat dont relève l'intéressé et qu'il est établi par l'autorité administrative compétente que cette délivrance doit intervenir à bref délai. L'étranger est maintenu en rétention jusqu'à ce que le juge des libertés et de la détention ait statué. Le juge statue par ordonnance dans les conditions prévues au présent article. S'il ordonne la prolongation de la rétention, la prolongation court à compter de l'expiration de la dernière période de rétention pour une nouvelle période d'une durée maximale de quinze jours. Si l'une des circonstances mentionnées à la première phrase du présent alinéa survient au cours d'une période de prolongation ordonnée en application du présent alinéa, le juge peut être à nouveau saisi dans les mêmes conditions. Toutefois, la rétention ne peut être prolongée plus de deux fois en application du présent alinéa et sa durée maximale ne peut excéder quatre-vingt-dix jours ou, par dérogation, deux cent-dix jours dans le cas prévu au quatrième alinéa.

L'article L.552-6 est applicable."

En l'espèce, [] est placé en rétention administrative depuis le 10 août 2019.

Une première prolongation a été autorisée par le juge des libertés et de la détention le 13 août 2019, décision confirmée par la cour d'appel le 16 août 2019.

Une seconde prolongation a été autorisée par le juge des libertés et de la détention le 10 septembre 2019, décision confirmée par la cour d'appel le 11 septembre 2019.

Une troisième prolongation de la rétention pour 15 jours est sollicitée par le Préfet.

L'autorité administrative demeure en attente de la réponse des autorités algériennes et tunisiennes concernant l'identification de l'intéressé.

L'autorité administrative justifie des diligences réalisées en vue de mettre à exécution la mesure d'éloignement et c'est bien en raison du défaut de délivrance des documents de voyage que la mesure d'éloignement n'a pas pu être exécutée.

Cependant, l'autorité administrative n'établit pas que la délivrance des documents de voyage doit intervenir à bref délai.

En effet, les autorités consulaires algériennes sont saisies depuis le 11 août 2019. Un rendez-vous consulaire a eu lieu le 14 août 2019.

Les autorités algériennes ont indiqué qu'une procédure d'identification était en cours et, malgré une relance le 6 septembre 2019, elles n'ont toujours pas apporté de réponse.

L'autorité administrative a, par ailleurs, saisi les autorités consulaires marocaines qui ont répondu que

[redacted] n'était pas reconnu comme ressortissant marocain.

Puis l'autorité administrative a saisi les autorités consulaires tunisiennes le 23 septembre 2019. Un rendez-vous consulaire a eu lieu le 2 octobre 2019. L'autorité administrative demeure en attente de réponse.

A ce jour, aucun élément du dossier ne permet de penser que les documents de voyage permettant l'éloignement de [redacted] seront délivrés à bref délai par les autorités algériennes ou par les autorités tunisiennes.

En conséquence, les conditions prévues par l'article L.552-7 alinéa 5 du CESEDA pour une nouvelle prolongation de la rétention de 15 jours n'étant pas remplies, la requête du Préfet sera rejetée.

Sur les frais non compris dans les dépens :

La requête du Préfet étant manifestement infondée au vu des dispositions légales explicites de l'alinéa L.552-7 alinéa 5 du CESEDA, il convient de le condamner à verser 500 euros à l'avocate de [redacted] en application de l'article 700 du code de procédure civile et de l'article 37 de la loi du 10 juillet 1991.

PAR CES MOTIFS

Statuant publiquement en premier ressort, par décision assortie de l'exécution provisoire,

REJETONS la requête en prolongation de la rétention administrative de **M. LE PREFET DE L'HERAULT** ;

CONDAMNONS M. LE PREFET DE L'HERAULT à payer la somme de 500 euros à Maître Adeline BALESTIE, avocate de [redacted] au titre des frais non compris dans les dépens ;

DISONS que la présente ordonnance sera immédiatement notifiée au procureur de la République et que [redacted] est maintenu à la disposition de la justice pendant un délai de dix heures à compter de la notification de la présente ordonnance au procureur de la République ;

INFORMONS [redacted] que durant cette période, il peut, s'il le souhaite, contacter son avocat et un tiers, rencontrer un médecin et s'alimenter.

INFORMONS les parties qu'elles peuvent interjeter appel de la présente ordonnance devant le Premier président de la cour d'Appel de Montpellier ou son délégué, dans les 24 heures de son prononcé, par déclaration motivée faite ou remise par tous moyens au greffe de la cour d'Appel de Montpellier et leur donnons connaissance des modalités selon lesquelles ce recours peut être exercé ;

INDIQUONS que seul l'appel formé par le ministère public peut être déclaré suspensif par le Premier président de la cour d'Appel ou son délégué.

Ainsi prononcé en audience publique le 10 Octobre 2019 à Jolha

Le greffier,

Le juge des libertés et de la détention,



Reçu notification et copie de la présente ordonnance le 10 Octobre 2019 :

L'intéressé,



L'interprète,



L'avocat du retenu,



Le représentant du préfet,

Par courriel

Notification de la présente ordonnance est faite à Monsieur le procureur de la République le 10 Octobre 2019 à 10 h 23,
Le greffier,



**Stéphane BERES
VICE-PROCUREUR**

Nous,

Le procureur de la République,

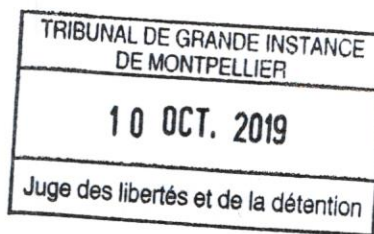
, déclarons *ne pas* interjeter appel de la présente décision,



Constatons que le 10 Octobre 2019 à 10 h 35 , le procureur de la République n'a pas
interjeté appel de la présente décision,
Le greffier,



Adeline BALESTIE
AVOCATE
1280 Avenue des Platanes
Future Building 1
34970 LATTES



Conclusions de nullité

POUR [REDACTED] né le 28/02/1981, de nationalité algérienne, demeurant au CRA de SETE

Ayant Me BALESTIE avocat commis d'office

CONTRE PREFET DE L HERAULT

Sur l'absence de perspective de renvoi à bref délai.

Il ressort des pièces de la requête qu'il s'agit de la 3ème demande de prolongation.

Le dossier de [REDACTED] n'a pas été traité conformément à l'article L 554-1 du CESEDA :

1. la Préfecture n'a pas relancé les autorités algériennes en dehors du 6/09/2019 (soit il y a plus d'un mois)
2. la Préfecture a décidé sans justification ou indices dans l'audition de [REDACTED] le 10/08/2019 de s'adresser au Maroc et à la Tunisie. L'utilité de ces diligences n'est pas rapportée.
3. Or le Préfet avait relevé un alias vers l'Afghanistan sans justifier de diligences particulières vers ce pays.
4. si les diligences vers le Maroc devaient être jugées recevables, il est surprenant d'observer le retard dans les diligences. En effet le dossier a été adressé en retard vers les autorités marocaines :
alors que le dossier aurait été adressée par la Préfecture à la DGEF le 6/09/2019 ;
la DGEF reconnaît n'avoir adressé le dossier que le 12/09/2019, sans aucune justification.
5. si les diligences vers la TUNISIE devaient être jugées recevables, il est surprenant d'observer le retard dans les diligences et leur illégalité au regard de l'accord franco tunisien.

En effet la Préfecture ne s'est adressée à la Tunisie que le 23/09/2019 alors que M. est à disposition depuis le 11/08/2019.

De plus les diligences ne respectent pas l'accord franco tunisien.

D'une part les autorités françaises doivent communiquer tous les documents lors de la demande de reconnaissance et non au jour de l'audition

Annexe 2 Décret n° 2009-905 du 24 juillet 2009 portant publication de l'accord-cadre relatif à la gestion concertée des migrations et au développement solidaire, du protocole relatif à la gestion concertée des migrations (ensemble deux annexes) et du protocole en matière de développement solidaire (ensemble trois annexes) entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République tunisienne, signés à Tunis le 28 avril 2008 (1)

« Lorsque l'un des documents mentionnés ci-dessus est disponible, la Partie requérante transmet à l'autorité consulaire de la Partie requise l'original exploitable du relevé des empreintes décadactylaires ainsi que trois photographies d'identité de la personne concernée. L'autorité consulaire de la Partie requise dispose d'un délai de cinq jours à compter de la réception de l'un des documents mentionnés ci-dessus pour examiner ce document et délivrer le laissez-passer consulaire si la nationalité de l'intéressé est établie.

4. Toutefois, s'il subsiste des doutes sérieux quant à la nationalité de l'intéressé, il est procédé à son

audition, dans un délai de 72 heures à compter de la réception par l'autorité consulaire de la Partie requise, des éléments mentionnés ci-dessus. A l'issue de cette audition, si la nationalité de la personne concernée est établie, le laissez-passer consulaire est délivré dans un délai de quarante-huit heures.

5. Dans le cas où des vérifications complémentaires auprès des autorités centrales sont nécessaires, la Partie requise répond à la demande de laissez-passer consulaire de la Partie requérante dans un délai de 10 jours à compter de la réception de ces éléments par l'autorité consulaire de la Partie requise. Si la nationalité est établie, l'autorité consulaire procède, dans un délai de quarante-huit heures, à la délivrance du laissez-passer consulaire.

6. Dans tous les autres cas, l'autorité consulaire de la Partie requise transmet sa réponse par écrit, et ce dans les délais mentionnés aux paragraphes précédents. »

Dès lors il n'y a pas aucune perspective d'éloignement à bref délai en violation de l'article L 552-7 du CESEDA et de la jurisprudence constante JLD MTP 3/05/2019 n°19/564 et JLD MTP 2/05/2019 n°19-554

En direction des autorités tunisiennes JLD MTP 2/07/2019 N°19/826

PAR CES MOTIFS

Rejeter la demande de prolongation

Ordonner la remise en liberté de

Condamner l'Etat à payer à Me BALESTIE la somme de 1.000 € au titre des articles 37 de la loi de 1991 et de l'article 700 du CPC

Fait à Montpellier le 10/10/2019

Adeline BALESTIE

